

Questions orales

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je ne veux pas répondre à cette question oralement cet après-midi surtout en ce qui concerne les directives et autres dispositions qui ont été prises. Naturellement, j'informerai officiellement la Chambre de la conduite que nous allons adopter.

Il est fort probable que nous allons reconnaître le gouvernement de l'Iran selon les modalités coutumières qui s'appliquent à l'égard des régimes en place, mais puisque la situation évolue sans cesse, j'aimerais mieux m'abstenir de toutes déclarations explicites pour l'instant.

* * *

L'ÉNERGIE**L'APPROVISIONNEMENT EN PÉTROLE DES RAFFINERIES DE LA CÔTE EST**

M. Howard Crosby (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre a parlé d'une réserve de pétrole garantie pour les raffineries canadiennes mais pourtant on a annoncé des réductions dans les livraisons de pétrole brut à certaines raffineries de la côte est. Le ministre nous dira-t-il si son plan d'action conjoncturelle a été mise en œuvre et si cela rétablira l'approvisionnement en pétrole des raffineries de la côte est?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie): Monsieur l'Orateur, le plan d'action conjoncturelle dont j'ai parlé tout récemment ne serait mis en œuvre que si le programme de partage du pétrole en situation d'urgence, préconisé par l'organisme international de l'énergie était appliqué. Il s'agirait de la répartition du pétrole brut et des produits pétroliers et éventuellement un d'un programme de rationnement. Voilà le plan d'action conjoncturelle dont je parlais.

Pour ce qui est des problèmes d'approvisionnement que connaissent les raffineries du Québec et des provinces de l'Atlantique, je crois que nous devrions pouvoir au moins parer à la situation actuelle grâce aux moyens existants qui prévoient que l'industrie demande à l'Office national de l'énergie du brut de l'Ouest qui passerait par Chicago.

M. Crosby: Étant donné les restrictions qui touchent certaines raffineries de la côte est, j'aimerais demander au ministre s'il pourrait dire à la Chambre qui au juste a la responsabilité d'assurer un approvisionnement suffisant en pétrole aux raffineries de la côte est, et si d'après ses renseignements cet approvisionnement est assuré pour l'avenir?

M. Gillespie: Comme je l'ai mentionné à la Chambre, j'ai de bonnes raisons de croire que le Canada pourra obtenir du

[M. Roche.]

pétrole brut du Venezuela d'après les promesses que l'on m'a faites quand je suis allé dans ce pays. Nous ne pourrions recevoir de brut mexicain avant la fin de l'année, mais cela nous permettra d'être moins dépendant du brut du Moyen-Orient pendant un certain temps et donc d'augmenter notre approvisionnement en provenance de l'hémisphère occidental, ce qui nous permettra donc de réduire notre dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient, région que nous jugeons instable pour ce qui est des approvisionnements en pétrole.

Je crois que les arrangements conclus, même s'ils sont encore de nature très particulière et temporaire, et malgré le fait qu'il s'agisse plutôt d'une mesure d'urgence en ce sens que le brut de l'Ouest est transporté à Chicago pour combler la pénurie qui se fait sentir dans l'est du Canada et au Québec, devraient, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, nous suffire pour le moment.

[Français]

ON DEMANDE QUELLES MESURES LE GOUVERNEMENT ENTEND PRENDRE POUR ÉVITER LA PÉNURIE D'ÉNERGIE, NOTAMMENT DANS L'EST DU PAYS

M. Herb Breau (Gloucester): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre pourrait-il dire s'il a bien reçu le rapport demandé par son ministère sur l'avenir du Canada dans le domaine de l'énergie? Dans l'affirmative, pourrait-il dire à la Chambre quels moyens son ministère prend pour faire face à la situation immédiate et pour prévoir la situation à long terme qui est critique au point de vue de l'indépendance du Canada dans le domaine de l'énergie, particulièrement pour les provinces de l'Est du Canada? Pourrait-il dire également si le gouvernement appuie toujours le projet d'un pipe-line du gaz naturel de Montréal à Halifax parce qu'un tel pipe-line pourrait être une solution de rechange dans des domaines comme celui de l'approvisionnement en énergie dans des situations comme celle qui existe présentement?

[Traduction]

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie): Monsieur l'Orateur, le député a soulevé la question d'un pipe-line pour le transport du gaz naturel vers les Maritimes. Cette proposition a été présentée à l'Office national de l'énergie qui l'étudiera cette année. Ce projet de même que le prolongement du pipe-line de Montréal à Québec et à des points intermédiaires pourrait avoir des conséquences importantes en rendant le Canada moins dépendant du pétrole étranger. D'après les chiffres que j'ai vus, le prolongement du gazoduc jusqu'aux Maritimes pourrait permettre de transporter quotidiennement jusqu'à 100,000 barils de pétrole que nous n'aurions plus besoin d'importer.